



Atelier 8

Le pilier économique du développement durable : approches éducatives

Horaires : 31 mars : 15h00-18h00 (première partie), 1er avril : 11h00-13h00 (deuxième partie)

Organisateurs : Manzoor Ahmed, Institut de développement de l'éducation, Université BRAC ;
Gisele Mankamte Yitamben, Association pour le Soutien et l'Appui à la Femme Entrepreneur

« Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire leurs propres besoins. »

Commission mondiale sur l'environnement et le développement, Notre avenir à tous
(Rapport Brundtland), 1987

« L'éradication de la pauvreté est le principal défi auquel le monde doit s'attaquer aujourd'hui, et c'est une condition essentielle du développement durable, en particulier pour les pays en développement. »

Plan de mise en œuvre du Sommet mondial de Johannesburg sur
le développement durable, 2002

Le concept de développement durable doit être entendu en termes de besoins, de droits et de responsabilité des êtres humains envers l'environnement, ainsi qu'en termes de solidarité – entre les générations et entre les groupes de populations à l'intérieur des nations. Nous devons adopter une approche holistique face aux trois piliers du développement durable – développement économique, social et environnemental. La réduction de la pauvreté ne peut être dissociée de la promotion des droits et de la dignité humaine, ni de la construction d'une société juste et pacifique, ni de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement. Notre pensée et nos actions ont trop souvent tendance à être cloisonnées, polarisées sur l'un ou l'autre de ces objectifs. La réalisation de l'OMD 7 relatif à la durabilité environnementale est cruciale pour atteindre les autres OMD relatifs à la pauvreté, la santé et l'égalité des sexes.

L'étendue de la pauvreté dans le monde reste considérable, la moitié de la population du monde vivant avec moins de 2 euros par jour. Les inégalités entre les pays et à l'intérieur des pays sont extrêmement marquées et tendent dans bien des cas à augmenter. Le ratio entre les revenus des 20% les plus riches de la population mondiale et des 20% les plus pauvres était de 30 pour 1 il y a quarante ans. Aujourd'hui, il est de 90 pour 1. Aujourd'hui, les dépenses de consommation d'un ménage africain moyen sont 20 fois moins élevées qu'elles ne l'étaient il y a vingt-cinq ans.

D'un point de vue opérationnel, le concept et la pratique de développement durable doivent être axés sur la lutte contre la pauvreté. Plutôt que d'étendre



Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation pour le développement durable

31 mars – 2 avril 2009
Bonn, Allemagne

davantage le débat sur les nuances conceptuelles des trois piliers du développement durable, nous devons employer notre énergie à prendre le taureau par les cornes, et nous attaquer aux causes profondes du développement instable et non durable du monde. S'il l'on intègre des considérations environnementales dans la lutte contre la pauvreté, et vice versa, les chances d'accomplir des progrès significatifs augmenteront considérablement. Cinq aspects au moins de cette approche intégrée méritent notre attention.

a) Marginalisation et inégalités, exiger une place pour tous dans le développement économique et social. Comme mentionné précédemment, les pauvres vulnérables et les fortes populations marginalisées et défavorisées doivent se voir accorder une place dans le développement durable. Les éléments clés de cet effort consistent à doter les populations au niveau local des moyens de concevoir et de mener à bien des programmes de réduction de la pauvreté, d'accéder au biens de production, au capital et à la technologie pour les pauvres – la microfinance est un instrument fréquemment utilisé –, de fournir un filet de sécurité sociale et un soutien économique aux plus pauvres, c'est à dire à ceux qui ne peuvent même pas bénéficier de la microfinance, afin de renforcer leur capacité à accéder au capital et à la technologie. Les ONG de développement jouent un rôle important dans la conduite d'initiatives destinées aux pauvres.

Les conséquences du changement climatiques montrent que les pauvres sont plus enclins à être les premières victimes et les plus touchés par la dégradation environnementale. Les pauvres sont plus vulnérables que les autres aux aléas environnementaux et aux conflits liés à l'environnement, et moins à même de les surmonter lorsqu'ils ont lieu. Ils tendent également à être plus dépendants du milieu naturel et de l'utilisation directe des ressources, et sont par conséquent plus sévèrement affectés par la dégradation environnementale et le manque d'accès aux ressources naturelles.

Questions que l'atelier peut être amené à aborder : acceptant et reconnaissant que les politiques nationales et publiques doivent montrer la voie à suivre et définir un cadre pour l'action destinée à protéger les groupes vulnérables et à les aider à faire face aux aléas environnementaux à court terme et à long terme, les ONG ont-elles un avantage comparatif sur les institutions publiques dès lors qu'il s'agit de prêter assistance aux groupes marginalisés et défavorisés ? Dans le cadre du partenariat public privé et de la responsabilité sociale des entreprises, quel rôle le secteur privé peut-il jouer ? Quels mécanismes et processus institutionnels peuvent rendre les pauvres plus autonomes, leur permettre de s'organiser pour s'entraider et les aider à développer leurs capacités ? Quels sont les mécanismes existants pour évaluer les effets du changement climatique sur les groupes et les zones géographiques vulnérables ?

b) Surmonter la féminisation de la pauvreté. Les femmes représentent les deux tiers des personnes les plus pauvres dans le monde, sont plus exposées que les hommes à la pauvreté, la malnutrition et l'analphabétisme, accèdent généralement moins facilement aux soins médicaux, à la propriété et à l'emploi, et sont bien moins susceptibles d'être actives politiquement que les hommes.

Les femmes sont les premières à être exposées aux effets du stress écologique, parce qu'elles doivent parcourir de longues distances pour trouver du bois pour cuisiner et se chauffer, pour aller chercher de l'eau potable et trouver de nouvelles sources de nourriture. La responsabilité d'élever les enfants, d'assurer les ressources suffisantes pour répondre à leur besoins alimentaires, de soins de santé et de scolarisation repose sur les épaules des mères. La vie des femmes est inextricablement liée à l'utilisation des ressources naturelles dans les sociétés traditionnelles. Le développement économique et technologique et la multiplication des opportunités économiques ont souvent eu tendance à modifier la relation symbiotique et ajouté un nouveau stress à la fois sur la vie des femmes et sur le milieu naturel. (Cf. Sylvia Chant, *Re-visiting the 'feminisation of poverty' and the UNDP gender indices: what case for a gendered poverty index?*, PNUD, mars 2006.)



Les questions qui doivent être posées : Pourquoi les femmes sont-elles particulièrement vulnérables ? Quelles sont les raisons sociales, culturelles et économiques qui persistent et auxquelles il faut s'attaquer ? Quelles sont les vulnérabilités propres aux femmes dans des contextes sociaux, économiques, culturels et écologiques donnés ? Quels sont les mécanismes institutionnels qui existent (ou n'existent pas) pour les identifier et s'y attaquer ? Comment les vulnérabilités des femmes sont-elles prises en considération dans les politiques et les programmes existants de lutte contre la pauvreté et les inégalités ?

c) Promouvoir une production et une consommation durables dans le contexte de la réduction de la pauvreté. Environ cinq pour cent de la population mondiale en Amérique du Nord bénéficie d'un tiers de la production économique mondiale. D'un autre côté, un tiers de la population mondiale en Chine et en Inde peut prétendre à seulement six pour cent de la production économique mondiale. D'une certaine manière, le fond du débat sur la durabilité est de savoir si le modèle de consommation et de production en Amérique du Nord et en Europe est viable pour la majorité de la population mondiale qui vit en dehors de cette enclave privilégiée. Mais la question peut aussi être posée autrement : est-il responsable de la part du monde en développement d'aspirer à reproduire le modèle de production et de consommation nord-américain et européen ? Si ce n'est pas le cas, existe-t-il une voie alternative de développement que les pays en développement doivent trouver et emprunter, tout en protégeant et promouvant les droits, la dignité et le bien-être de tous les êtres humains ? Et quels sont les impératifs moraux, éthiques et d'intérêt bien compris pour les pays riches du monde industrialisé ? (Cf. David Korten, *The Great Turning: From Empire to Earth Community*, 2003)

d) Mondialisation – gagnants, perdants et menaces pour le développement durable. Les gagnants et les perdants des forces inexorables de la mondialisation sont départagés par le fait de vivre dans l'hémisphère nord ou dans les zones urbaines et développées d'un pays, d'être compétent et éduqué, d'avoir acquis la capacité de s'adapter facilement au changement et aux situations nouvelles, de posséder des biens, du

sexe et de l'origine ethnique, et d'une série d'autres facteurs que les individus ne maîtrisent pas toujours (Paul Streeten, *Globalization: Threat or Opportunity?*, Copenhague, Presses de l'École de commerce, 2001). L'amélioration des standards de vie d'un pays donné du fait de la mondialisation peut aussi promouvoir la position des femmes et améliorer le revenu des ménages, l'éducation, la nutrition et l'espérance de vie, et réduire les taux de natalité. Les questions qui se posent sont les suivantes : Comment discerner les facteurs qui créent des gagnants et des perdants, en identifiant les groupes vulnérables affectés par ces facteurs ? Comment déterminer les conditions et les actions qui permettraient de réduire la vulnérabilité des personnes ? Comment promouvoir et soutenir la création de ces conditions et permettre aux personnes de mener à bien ces actions ?

e) Développer le réseau et la technologie de l'apprentissage et de la connaissance en vue du développement durable dans une perspective d'éducation tout au long de la vie. L'argument en faveur d'une position centrale du réseau de la connaissance et de l'apprentissage tout au long de la vie dans les programmes de développement nationaux est que cela peut contribuer de manière significative à relever les défis du monde moderne pour les individus et la société. Ces défis, qui trouvent leur expression dans les priorités de développement et les aspirations des sociétés, doivent trouver leur place dans les programmes, les objectifs d'apprentissage, les méthodes d'enseignement et dans le développement d'opportunités d'apprentissage pour tous. (M. Ahmed, *Adult Learning and Education: Asia Pacific Synthesis for the Global Report*, Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie, Hamburg, 2008)

- I. Lutter contre la pauvreté – la plus grande concentration dans le monde de personnes vivant dans l'extrême pauvreté se trouve en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne ;
- II. Promouvoir le développement durable – la vie et les moyens de subsistance d'un grand nombre d'individus dans les pays insulaires et les régions cô-

→

Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation pour le développement durable

31 mars - 2 avril 2009
Bonn, Allemagne

tières de plusieurs pays sont menacés, et dans tous les pays des personnes sont affectées par d'autres facteurs liés à la fragilité de l'environnement ;

III. Instaurer la démocratie participative et l'Etat démocratique – les peuples du monde entier aspirent à bâtir un avenir sûr pour eux et les générations futures, empreint de paix, d'harmonie, de justice et de dignité humaine.

Que signifient ces objectifs en termes éducatifs, et comment s'accordent-ils ou s'équilibrent-ils avec d'autres préoccupations importantes dans chaque société ? Sans être prescriptif et sans vouloir décréter ce que chaque pays et, dans un certaine mesure, ce que chaque communauté et les apprenants eux-mêmes doivent décider, comment peut-on échanger les expériences entre pays et tirer des enseignements à partir de la façon dont fonctionne cette dynamique complexe ?

En abordant la question de la connaissance des enjeux économiques identifiés, l'atelier étudiera en profondeur la situation, les tendances et les initiatives innovatrices à cet égard et formulera des recommandations pour la suite. Les points d'action qui seront examinés durant l'atelier incluront : la création ou le renforcement de réseaux d'apprentissage et de connaissance ; l'amélioration de la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage et l'introduction de la perspective de l'EDD dans les contenus et méthodes d'enseignement ; la suppression de la fracture numérique ; la promotion de la réalisation des objectifs d'EPT et des OMD - tous relatifs à la réduction de la pauvreté.